

Les 13 salariés de l'entreprise ALTAS (siège à Mulhouse, site de Chambray), officiellement licenciés le 22 décembre dernier, sont toujours en attente d'informations supplémentaires concernant leurs soldes de tout compte et envisagent de faire appel aux prud'hommes. Les Chambraysiens ont saisi l'inspection du travail qui vient d'envoyer une injonction au mandataire basé à Mulhouse.